

Compte rendu du Comité Technique Local (CTL) du 8 avril 2013

Suite aux révélations sur la fraude fiscale, cette actualité a été commentée quant aux répercussions pour les agents. Tu trouveras [sur le site national](#) la position du syndicat **FO** DGFIP qui a été distribuée aux agents de la Manche.

1- Ponts naturels : « Annoncés en janvier votés en avril ... »

Les journées du 10 mai et du 16 août ont été retenues. La première sera la journée spéciale à poser dans agora.

2- Budget 2013 de la DDFIP : « ça baisse, ça baisse ... »

A demande des élus **FO** DGFIP, le budget de la DDFIP est présenté plus tôt. Cependant, ce budget continue de baisser. La direction espère bénéficier d'un complément de crédit comme en 2012. C'est à espérer sinon

L'affranchissement est la principale dépense. Pour réduire, les frais de location de matériels, la DDFIP a récupéré les machines à affranchir d'une douzaine de sites qui n'ont plus désormais que la sacoche. Une « réflexion » serait en cours pour aller plus loin sans nous avoir précisé laquelle. Un nouveau marché national prévu courant 2013, si mis en place assez tôt, réduirait les dépenses de télécommunication. Toutefois, en cas de problèmes téléphoniques n'hésitez pas à nous alerter !

Ce comité a tourné à un lieu de réflexion sur les pistes d'économies à faire sur les dépenses de fonctionnement. Ce à quoi nous ne nous sommes pas prêtés. En effet, nous considérons que les agents des finances publiques sont déjà plus qu'attentifs à la bonne gestion des deniers publics alors que leurs conditions de travail se dégradent suite aux suppressions d'emploi et aux restrictions budgétaires.

L'investissement informatique 2013 est évalué à 85 K€ pour l'acquisition de nouveaux matériels et « notamment la mise en place de doubles écrans » avec le passage au PESV2. Rappelons que les élus **FO** DGFIP avaient alerté en 2012 notre direction sur cette nécessité matérielle pour les conditions de travail des agents du secteur local.

Au niveau immobilier, le programme n'est pas définitif. Le groupe de travail du CHSCT du 15 avril prévoit d'ailleurs un point sur ces opérations. Dans ce cadre, une liste nous a été communiquée. Elle est disponible sur demande. Lors du CTL, la direction a néanmoins précisé que des travaux sont prévus pour la toiture du site de Carentan. De même, l'enveloppe pour le projet de Cherbourg-Abbaye est toujours reconduite. A noter, que notre directeur a répondu à nos interrogations et mise au point du CHSCT du 20 mars dernier concernant les cloisons du secteur d'assiette de Cherbourg : pas d'amiante ! Des aménagements seraient donc possibles comme l'administration s'y était engagée lors du CTL du 10 décembre 2012 sans avoir vérifier leur faisabilité.

3- Tableau de Bord de Veille Sociale (TBVS) : « Tout va très bien Madame ... »

Il fournit des données jugées pertinentes pour évaluer les conditions de vie au travail d'un service et/ou du département. Il s'agit du premier TBVS portant sur l'année 2012. L'intérêt de ce document sera de voir les évolutions pluriannuelles de ces « capteurs ». Sur la période écoulée au titre « de la santé, sécurité et des conditions de vie au travail », on peut relever le nombre d'écèlement notamment dans les structures SIP, SIE. L'absence de signalement de cas de violences physiques ou verbales. Ce qui ne prouve pas qu'elles n'existent pas ! C'est pourquoi, il ne faut pas hésiter à utiliser la fiche de signalement disponible sur l'intranet et à la renvoyer à l'assistante de prévention. Dans le cadre des Risques Psycho Sociaux, le médecin de prévention peut être aussi un interlocuteur.

L'analyse qualitative de notre administration pourra vous faire réagir au vu de ce 1er millésime: Ainsi, selon notre direction en première analyse « le TBVS met en évidence un climat social calme »...se basant probablement sur un faible taux appel sur l'évaluation/notation (4%), une participation aux grèves jugée faible. Pour cette dernière, nous relevons néanmoins que du 1er au 2nd semestre 2012 le taux est passé de 13% à 24% !

Et en conclusion pour notre administration « en l'absence situation dégradée et de risques avérées, aucune mesure particulière n'est mise en place »....

4-1 Questions diverses : Révision des valeurs locatives des professionnels : « Travaux d'Hercule ... »

Au 6 avril 2013, 8 560 déclarations ont été déposées ou télédéclarées. Soit 38 % des déclarations attendues comme la moyenne nationale contre 87% lors de l'expérimentation. Dans un premier temps, une relance automatique par ESI doit intervenir en juin en l'absence de dépôt de déclaration constatée en mai mais à une date non arrêtée. Puis dans un 2eme temps, si le défaut déclaratif perdure, il faudra passer à une évaluation d'office avec possibilité d'amende. Ce dernier dispositif devrait être précisé d'ici septembre.

Actuellement, l'accueil physique est plus fréquent (35% des contacts) que lors de la phase d'expérimentation (7%), même si l'accueil téléphonique reste prédominant (60%). A noter que l'un des motifs de déplacement est de venir se faire confirmer les informations données téléphoniquement !

Notre direction a précisé que la Manche était le 2eme nationalement pour la fiabilisation des données reconnaissant ainsi l'important travail accomplis par les SIE tout en admettant que cela a pu se faire à la place d'autres missions.

4-2 Démarche stratégique : « Tout ça pour ça ... »

Un présentation avait été faite lors du CTL du 12 novembre 2012. Tu peux retrouver sur [notre site internet local](#) l'extrait de notre compte rendu et la [position nationale de notre syndicat sur cette démarche](#).

Lors de 2eme phase dite de consultation des agents, 28 fiches individuelles ou collectives ont été réalisées. La DDFIP a fait une remonté au niveau national de ses propositions. Notre administration locale aurait a priori repris les propos des agents évoquant la fin des suppressions d'emploi, la difficulté à faire face à la charge de travail, le malaise quant à une moindre qualité du travail réalisé. Selon notre direction, les propositions de la Manche se recouperaient avec celles de la synthèse nationale diffusée sur l'intranet local. Mais celle-ci est silencieuse sur l'arrêt des suppressions d'emploi et la baisse des moyens !

Dans le cadre du groupe de travail « petits sites » mené dans la Manche, 5 pistes de travail ont été notées :

- La création d'un pôle téléphonique pour faire face à l'accueil téléphoniquement,
- La « régulation » de l'accueil physique à travers les horaires d'ouverture ou de fermeture,
- Le transfert de missions telle l'activité Impôts des trésoreries de proximité vers les SIP,
- Le regroupement physique de différents services sur un même site pour mutualiser certaines tâches comme l'accueil,
- La fusion de services. Mais qui poserait la question de la taille du portefeuille de collectivités notamment.

4-3 Départs en retraite de(s) comptable(s) : « Pas de gel ... »

Notre DDFIP et le responsable du pôle RH répondent conjointement que les emplois comptables concernés ne seront pas gelés et devraient être pourvus s'ils sont demandés. Pas un mot quant à des passerelles d'une filière à l'autre ou sur une demande de mouvement spécifique pour combler des vacances d'emplois sur certains postes.

Les élus FO DGFIP en CTL

Pour tout renseignement, appeler : 02-33-91-21-15 ou en adressant un message à : fo.ddfip50@dgfip.finances.gouv.fr

Julien CLAUDOT
Secrétariat Départemental FO DGFIP 50
SIP de GRANVILLE
35 RUE DE HEREL 50407 GRANVILLE CEDEX
Tel : 02.33.91.21.15
@ : fo.ddfip50@dgfip.finances.gouv.fr

Le Site FO DGFIP 50 : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/050/>

« **Je - Nous - Tous avec FO !** »

BULLETIN d'ADHESION (à renvoyer au secrétariat FO DGFIP 50 indiqué ci dessus à gauche)

NOM : _____ Prénom : _____ n°agora. _____

Adresse e-mail : _____

Grade : _____ Indice _____ Quotité travail _____

Affectation : _____

Declare vouloir adhérer au **Syndicat Force Ouvrière des Finances Publiques, section de la MANCHE.**

Fait à _____ le _____ (signature)

⇒ 66 % de la cotisation syndicale sont déductibles du montant de l'impôt sur le revenu